

Questions orales

Quand le premier ministre va-t-il enfin admettre que le budget du 26 février a été une erreur? Plus de 1 400 000 Canadiens demandent au premier ministre de présenter un nouveau budget qui favorisera la création des emplois dont ils ont besoin ou de nommer un nouveau ministre des Finances qui saura que nous avons besoin d'un nouveau budget au Canada.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue se réfère au rapport du Conference Board. Tout de suite après le dépôt du budget, le Conference Board a prédit que la reprise n'aurait lieu qu'en avril ou en mai, alors que dans le budget le gouvernement avait dit que l'économie ne se rétablirait qu'au cours du deuxième semestre de l'année et qu'elle progresserait fortement en 1992.

D'autres économistes sont du même avis que le gouvernement. Il semble que le Conference Board aligne maintenant ses prévisions sur celles que le gouvernement a établies très clairement dans le budget de 1991, à savoir qu'il n'y a aucun doute que—et je pense que ceci va décourager mon collègue—l'activité va reprendre très fortement vers le milieu de l'année et que la croissance va être très forte en 1992 et en 1993.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ce n'est pas ce qu'attendent les 1,4 million de Canadiens qui se cherchent un emploi.

Ce n'est pas ce qu'attendent les 73 000 enfants qui dépendent de l'aide sociale à Toronto seulement. Selon les responsables des banques alimentaires de Toronto, le nombre d'usagers de telles banques a augmenté de 30 p. 100, portant à 120 000 le nombre de gens qui y ont recours.

Le premier ministre va-t-il prendre des mesures pour régler ce problème? Va-t-il veiller à ce que son ministre des Finances arrête de parler d'inflation et de maintenir le dollar à des niveaux élevés? Va-t-il voir à créer des emplois pour les parents de ces enfants qui sont les victimes innocentes de cette récession d'origine canadienne?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, voilà une déclaration remarquable de la part d'un ancien ministre des Finances. Il m'exhorte à dire au ministre des Finances d'arrêter de parler d'inflation. Jamais je ne ferai une chose pareille. L'inflation est une maladie insidieuse. . .

• (1420)

Mme Copps: Tout comme le chômage.

M. Mulroney: . . . qui touche surtout les personnes âgées, les pauvres et les contribuables à revenu fixe. Nous voulons donc juguler l'inflation et empêcher que se re-

produise la situation que nous avons connue du temps où le chef de l'opposition était ministre des Finances. Nous ne voulons pas une répétition de cette situation.

En ce qui concerne la question très sérieuse qu'a posée le député, le taux d'escompte a baissé de quelque 409 ou 410 points de base.

Mme Copps: Tout comme votre position dans les sondages.

M. Mulroney: La députée dit que notre popularité a baissé, selon les sondages. Eh bien, je ne la contredirai pas. Ce n'est pas la première fois que ça arrive. Ce qui compte, c'est qu'elle remonte le jour des élections, ce qui montre que nous nous en sommes tenus à notre stratégie économique qui a relancé l'économie.

En fait, en plus de la baisse marquée des taux d'intérêt, ma collègue, qui a posé des questions au sujet de Toronto, sait pertinemment que le logement constitue l'un des principaux indicateurs de la croissance ou du ralentissement de l'économie. Or, en mars, les ventes de maisons existantes ont augmenté de 64 p. 100 à Toronto, soit le plus fort total depuis avril 1988. Ce qui montre que la reprise ne saurait tarder et que les Canadiens peuvent s'attendre à des jours bien meilleurs.

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je suis très heureux que le premier ministre ait décidé de répondre à la question des taux d'intérêt. Évidemment, les taux d'intérêt ont baissé quelque peu. Seulement, les taux d'intérêt sont encore de 4 p. 100 plus élevés que ceux des États-Unis, ce qui cause aujourd'hui un dollar canadien très cher, ce qui rend les produits canadiens trop chers sur les marchés internationaux. Quand le premier ministre va-t-il comprendre ceci: si, au lieu d'avoir des taux d'intérêt élevés et un dollar élevé, on avait un dollar plus compétitif, on pourrait créer des emplois au Canada, ce qui redonnerait la dignité aux 223 000 Montréalais qui voudraient travailler aujourd'hui, et la dignité à laquelle ils ont droit en tant que citoyens de ce pays.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, les taux d'intérêt ont chuté, pas quelque peu, comme le dit le député, mais de quatre points et demi depuis 11 mois. C'est une baisse très considérable. Mais j'avoue sans hésitation que les taux d'intérêt demeurent aujourd'hui trop élevés à 11, 11,25, 11,50, 11,75. Cela, je l'avoue carrément. Mais je pense que le député admettra avec moi que 11,5 p. 100, c'est beaucoup mieux que les taux d'intérêt de 22 p. 100 qui existaient lorsqu'il était au pouvoir.